

LESPO1122

---

FONDEMENTS DU DROIT PUBLIC ET PRIVÉ

PIERRE BAZIER

Dylan GOFFINET

**2020-2021**

# Contents

---

<b>1</b>	<b>Leçon 1 : La règle de droit</b>	<b>1</b>	5.2	L'exécution des obligations ainsi que quelques cas spéciaux	14
1.1	Définition	1	5.2.1	L'exécution	14
1.2	Structure et destinataire de la règle de droit	1	5.2.2	L'inexécution	15
1.3	Caractère de la règle de droit	1	5.2.3	La prescription	16
1.4	Intensité variable du caractère obligatoire	1	5.2.4	Les contrats spéciaux	17
<b>2</b>	<b>Leçon 2 : L'ordre juridique</b>	<b>3</b>	<b>6</b>	<b>Leçon 7 : La responsabilité extracontractuelle</b>	<b>18</b>
2.1	Définition	3	6.1	Généralités	18
2.2	L'état, la souveraineté et la nation	3	6.2	Responsabilité extracontractuelle	18
2.3	Conception de la souveraineté dans le monde occidental	3	6.3	Cumul des responsabilités (contractuelles et extracontractuelles)	18
2.4	L'état de droit	3	6.4	Éléments constitutifs	18
2.4.1	Respect par chacun du droit	3	6.4.1	Faute	18
2.4.2	Idéal démocratique	4	6.4.2	Dommage	19
2.4.3	Séparation et équilibre des pouvoirs	4	6.4.3	Lien Causal	19
2.4.4	Protection juridictionnelle du citoyen	5	6.5	Les conséquences de la responsabilité	19
<b>3</b>	<b>Leçon 3 : La personne</b>	<b>6</b>	6.5.1	Le cas de la pluralité des fautes	19
3.1	Introduction	6	6.6	Hypothèses particulières de responsabilité extracontractuelle	20
3.2	La notion de personne	6	6.6.1	Régimes particuliers	20
3.2.1	Conséquences de la personnalité juridique	6	6.6.2	Responsabilité du gardien d'une chose	21
3.3	La personne physique	6	6.6.3	Responsabilité du fait des animaux	21
3.4	La personne morale	7	<b>7</b>	<b>Leçon 12 : Fédéralisme belge</b>	<b>22</b>
3.4.1	Classification des personnes morales de droit privé	7	7.1	Perspective historique	22
3.4.2	Capacité d'exercice des personnes morale	7	7.1.1	Évolution des Institutions	22
<b>4</b>	<b>Leçon 4 : Les droits subjectifs et patrimoniaux</b>	<b>8</b>	7.2	Le paysage institutionnel belge	23
4.1	Le droit subjectif	8	7.3	Autorité fédérale	23
4.1.1	Droits extra-patrimoniaux	8	7.3.1	Compétences	23
4.1.2	Droits patrimoniaux	8	7.3.2	Organes	24
4.1.3	Le droit intellectuel	9	7.3.3	Composition	24
4.2	Le patrimoine	9	7.3.4	Le gouvernement fédéral	24
<b>5</b>	<b>Leçon 6 : Le contrat</b>	<b>11</b>	7.4	Les communautés	24
5.1	La formation du contrat	11	7.4.1	Évolution	24
5.1.1	Introduction	11	7.4.2	Compétences des communautés	24
5.1.2	Notion de Contrat	11	7.4.3	La communauté française	25
5.1.3	Typologie des contrats	11	7.4.4	La communauté flamande	25
5.1.4	Les principes	11	7.4.5	La communauté germanophone	25
5.1.5	Formation dynamique du contrat	12	7.5	Les régions	25
5.1.6	Les conditions de la validité du contrat (formation statique)	13	7.5.1	Évolution	25
5.1.7	Ordre public, bonnes mœurs et les lois impératives	14	7.5.2	Compétences	25
			7.5.3	La région wallonne	26
			7.5.4	Région de Bruxelles-Capitale	26
			7.6	Les commissions communautaires	26
			7.6.1	Évolution	26
			7.6.2	La COCOF	27
			7.6.3	L'UGC	27
			7.6.4	La COFOM	27

# 1 | Leçon 1 : La règle de droit

## 1.1 Définition

Prescription d'un **comportement** à des personnes **abstraitement définies**, donc des **hypothèses** déterminées en prévoyant des sanctions en cas de non respect à laquelle est assortie un **pouvoir de contrainte**.

## 1.2 Structure et destinataire de la règle de droit

- La structure suit un schéma hypothético-déductif
  - Les hypothèses sont les conditions d'application
  - Le dispositif expose les conséquences
- Les destinataires sont de 3 types :
  - Primaire : ceux qui doivent respecter le comportement (soit tout le monde, soit une catégorie de personnes).
  - Secondaire : ceux qui bénéficient du comportement.
  - Tertiaire : ceux qui garantissent le respect des règles de droit.

## 1.3 Caractère de la règle de droit

- **Générale et abstrait**
  - Application à des catégories de personne abstraitement définies (pas de personne désignées). Ex. : Celui qui, le roi.
  - Sert à garantir la sécurité juridique, la publicité des normes et la protection contre l'arbitraire
- **Caractère obligatoire**
  - Comportement imposé à respecter :
    - \* Action
    - \* Omission
    - \* Ordre
    - \* Autorisation

## 1.4 Intensité variable du caractère obligatoire

- **Règles supplétives** : Obligatoires, sauf dérogation.
- **Règles impératives *sense-lato*** : obligatoires, dérogations limitées ou impossibles.
- **Règles impératives *sensu-stricto*** :
  - Protège les intérêts privés.
  - Permet au juge d'activer la nullité de l'acte (nullité relative) si invoquée par la partie protégée.
- **Caractère coercitif** (pouvoir de contrainte)
  - 2 types de sanctions :
    - \* À l'échelle juridique : un acte de loi énonce la chose due en cas de non respect (droit de refuser une intervention).
    - \* À l'échelle de la norme : ex. : 5 ans de prison.
  - Si aucune sanction n'est énoncée : pas une règle juridique.

– Catégories de sanctions :

- \* Anéantissement de l'acte juridique
  - Annulation (nullité) d'un contrat.
  - Annulation (nullité) d'un acte émanant des autorités publiques.
- \* Exécution forcée de l'obligation
  - Exécution en nature : faire ce qui était prévu de base
  - Exécution par équivalent : dommages et intérêts.
- \* Réparation du dommage.
- \* Privation de droit ou de libertés : Réclusion, emprisonnement, atteinte au patrimoine, interdiction de vote, succursale.

## 2 | Leçon 2 : L'ordre juridique

### 2.1 Définition

Cadre dans lequel la règle de droit prend place. L'ordre juridique est le droit dans son ensemble (acteurs, institutions et règles)  $\neq$  Système juridique

- Le droit positif = état du droit à un moment précis (règles de droit, doctrine, et jurisprudence (= ce qu'en disent les cours et tribunaux)).

### 2.2 L'état, la souveraineté et la nation

- **Souveraineté externe** = inverse de la soumission, c'est la base de notre société. Mais aussi : pas d'ingérence d'autres états.
- **Souveraineté interne** = qui possède le pouvoir ? La nation, soit les citoyens.

### 2.3 Conception de la souveraineté dans le monde occidental

- L'état a le monopole de la violence légitime.
- L'état doit assurer l'effectivité du droit.

### 2.4 L'état de droit

4 caractéristiques :

- Respect par chacun du droit
- Idéal démocratique
- Séparation / Équilibre des pouvoirs
- Protection juridictionnelle.

#### 2.4.1 Respect par chacun du droit

il y a un état de droit quand l'état respecte lui-même les règles de droit.

- **Contrainte formelle** : Respect des conditions légales.
- **Impératifs** de nature **substantielles** : Respect des droits de l'homme.

#### Exigences formelles

- Toute compétence des autorités doit **se reposer sur la loi**.
- Lorsqu'elle agit, elle doit **respecter la loi** et ses conditions.

$\Rightarrow$  La conséquence de ces exigences est une **auto-limitation** de l'état (il se soumet aux règles dont il est l'auteur (**respect des formes = respect des libertés**)).

#### Exigences substantielles

- Respect d'un système de valeurs jugées supérieures (**Droits fondamentaux** et **Droits de l'Homme**).
- Droits de l'Homme dans la **constitution** et dans la **CEOH**
  - Évolution constante
  - Parfois conflit (ex. : discrimination et liberté d'expression).
  - Contrôles et libertés ne sont pas absolues.

$\Rightarrow$  **Hétéro-limitation** du pouvoir de l'état (basé sur des valeurs extérieures à la volonté politique du moment).

## 2.4.2 Idéal démocratique

- Notion de démocratie : pouvoir **par**, **pour** et **au nom** du peuple.
  - Directe : citoyens participent **directement**.
  - Représentative / indirecte : Représentants, vote.
- Belgique : Représentative, mais possibilité de consultation populaire.
- 3 principes :
  - Principe majoritaire
    - \* Majorité simple (51)
    - \* Majorité qualifiée (>51)
  - Protection des minorités
  - Libre droit à la contestation et à l'opposition politique (s'exprimer, se défendre, prendre part aux élections, etc.)
- 3 pouvoirs différents (séparation des pouvoirs) :
  1. Pouvoir **constituant** : règles **constitutionnelles**
  2. Pouvoir **législatif** : règles **législatives** (la chambre, le sénat et le Roi (les ministres) et aussi les parlements de régions et de communauté)
  3. Pouvoir **exécutif** : exécute les règles de valeur législative (ministres)  
**Double casquette :**
    - Dirige l'administration (SPF)
    - Participe au pouvoir législatif
      - \* Ils peuvent adopter des arrêtés royaux (qui précisent la loi).
      - \* Ils possèdent un pouvoir d'initiative au niveau des lois : crée des projets de loi qui seront présentés à la chambre.
  4. Pouvoir **juridictionnel** (ou **judiciaire**) :
    - Résous des conflits par application des règles de droit.
    - Ne rédigent pas de lois par les décisions de justice.

## 2.4.3 Séparation et équilibre des pouvoirs

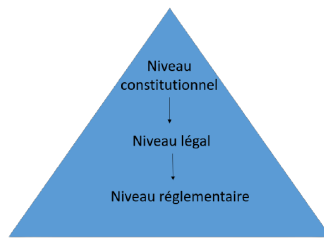
Équilibre des pouvoirs : les pouvoirs sont des freins et contrepoids les uns par rapport aux autres

Exemples :

- L'**exécutif** a besoin du soutien du pouvoir **législatif**.
- Notion de Méfiance : censure de l'**exécutif** par le **législatif**.
- Le **judiciaire** contrôle le **législatif** et l'**exécutif**
  - La cour constitutionnelle peut annuler des lois, décrets et ordonnances.
  - Le conseil d'état : annulation des actes administratifs.

### Hiérarchie des règles juridiques

1. Sommet : **Constitution**
2. Second étage : **lois**, **décrets**, **ordonnances**
3. Rez de chaussée : **Arrêtés royaux**



Subtilités de la pyramide des normes :

- **Collocation** dans un même niveau (ex : lois, décrets et ordonnances)
- **Hierarchisation** dans un même niveau (ex : lois et décrets > ordonnances)

#### 2.4.4 Protection juridictionnelle du citoyen

Les citoyens doivent avoir accès au juge pour réclamer une sanction.

## 3 | Leçon 3 : La personne

### 3.1 Introduction

- Personne : sujet de droit
- 2 types :
  - Physique
  - Morale

### 3.2 La notion de personne

- Définition : titulaire de droits et d'obligations dans un ordre juridique
- 2 remarques :
  - Personne : destinataire primaire et secondaire de la règle de droit
  - Personne : "fiction juridique"
    - \* Pas une réalité naturelle
    - \* Ordre juridique qui décide qui est ou non personne (ex : droit international : états = personnes)

#### 3.2.1 Conséquences de la personnalité juridique

1. **Capacité de jouissance** : être titulaire de droits et obligations
  - Exceptions : impossibilité d'élire et d'être élu des mineurs et l'indignité successorale en cas d'assassinat.
2. **Capacité d'exercice** : pouvoir exercer ses droits et obligations (autonome)
  - Personnes physique majeure : capacité générale d'exercice
  - Statuts de protection : capacité limitée d'exercice (ex : mineurs, statut protégé)

### 3.3 La personne physique

1. Notion d'être **humain**
2. Pour être une personne physique : Enfant **né vivant et viable**.
3. Un fœtus n'est donc pas une personne physique dans le sens juridique du terme. Pourtant, dans certains cas, on considère l'acquisition de la personnalité juridique au moment de la conception.
4. On perd sa personnalité juridique au moment du **décès** (mort cérébrale).
5. Le **mineur** n'a **pas de capacité d'exercice** (sauf émancipation). Ce sont ses parents qui exercent par leur autorité parentale. Cette autorité leur donne aussi le droit de déterminer les orientations de vie de leur enfant.

⇒ Modalités d'exercice de l'autorité parentale :

- (a) Parents vivent ensemble :
  - Exercice conjoint de l'autorité
  - Si on prend une décision : Présomption d'accord.
- (b) Parents séparés :
  - Pareil mais exceptions :
    - Chacun peut prendre des décisions éducatives.



- Peut garde exclusif donnée par le tribunal des familles.
6. Il y a de plus en plus d'exceptions à l'incapacité d'exercice du mineur.

## 3.4 La personne morale

- Entité constituée d'un ensemble de personnes (physiques ou morales) à laquelle le droit attribue une personnalité juridique.
- conséquences :
  - Droit de jouissance.
  - Patrimoine **propre** = distinct de ses membres.
- Il existe 2 types de personnes morales :
  1. De droit public (SPF, communes, ...)
  2. De droit privé (Résiduaire, tout le reste)
    - (a) Limites à la capacité de jouissance "**principe de spécialité**"
      - Pas d'acte en dehors du cadre légal (code des sociétés)
      - Ex. : ASBL ne peut pas faire de profit.
    - (b) Spécialité statutaire :
      - Statut = acte constitutif d'une société
      - Objet social = ce que fait la société

### 3.4.1 Classification des personnes morales de droit privé

1. Société :
  - Notion :
    - Associés (apport numéraire ou en nature)
    - Créée pour procurer un avantage patrimonial
2. Associations (ASBL ou AISBL) :
  - Notion :
    - **Membres**
    - Exercent **une activité** formant l'objet de l'association.
    - Dans un **but désintéressé**  
⇒ Peut distribuer un avantage patrimonial si dans un but désintéressé (ex. : Lutte contre le précarité)
3. Fondations :
  - Notion :
    - Fondateurs
    - Affectent un patrimoine.
    - Réalisation d'un but désintéressé (philanthropie)

### 3.4.2 Capacité d'exercice des personnes morale

- Puisque les personnes morales sont des fictions juridiques, elles doivent agir par des **organes**.
- Notion d'organe : entité **agissant au nom** de la personne morale.
- Conséquence : organe engage la société pour les actes juridiques accomplis en cette qualité d'organe (ex. : achat de biens, assemblée générale, conseil d'administration, ...).

# 4 | Leçon 4 : Les droits subjectifs et patrimoines

## 4.1 Le droit subjectif

- Définition : **prérogative** conférée à une personne déterminée sur la base d'une règle de droit et faisant l'objet d'une protection juridique.  
Exemple : achat d'une voiture :
- Conséquences
  - Acheteur = titulaire de droit subjectif (propriété).
  - Droit de propriété dans la loi → protégé par les juges.
- 2 catégories :
  - Patrimoniaux → valeur économique (propriété, ...)
  - Extra-patrimoniaux → pas de valeur économique (droit à la vie, ...)

### 4.1.1 Droits extra-patrimoniaux

- Droits inhérents à la personne  
⇒ pas évaluable en argent, inaliénable.  
! Parfois indirectement évaluable en argent (alimentaire).
- 6 caractéristiques :
  1. **Hors le commerce** : pas d'appropriations privée.
  2. **Inaliénable** : pas susceptible de vente.
  3. **Indisponible** : pas être l'objet d'un acte juridique (pas de location, échange, ...).  
⇒ tempérament : mannequina, sadomasochisme.
  4. **Imprescriptible** : pas d'acquisition ou de perte avec le temps (ex. : divorce).  
⇒ tempérament : droite de réponse, délai de 3 mois.
  5. **Absolus** : même par l'état.
  6. **Universels** : reconnus à toute personne.  
⇒ tempérament : mineurs.
- 2 catégories :
  1. Droits de la personnalité :
    - Constituant l'individualité.
  2. Droits fondamentaux :
    - Dimension verticale (**État vs particulier**).
    - Dimension horizontale (**particulier vs particulier**).

### 4.1.2 Droits patrimoniaux

- 5 caractéristiques :
  1. **Dans le commerce**
  2. **Aliénable** : susceptible de vente.
  3. **Disponible** : le titulaire peut en disposer (vente).
  4. **Transmissible** : héritable.
  5. **Prescriptible** :
    - L'écoulement du temps peut permettre d'**acquérir** un droit patrimonial.

- L'écoulement du temps peut faire **perdre** un droit patrimonial.

## Catégorisation

1. Droit de créance : un **créancier** peut exiger d'une autre (**débiteur** l'accomplissement d'une prestation.
  - (a) Effet relatif : débiteur seulement redevable au créancier.
  - (b) Peut prendre la forme de :
    - Donner (*dare*)
    - Faire (*facere*)
    - Ne pas faire (*non facere*)
2. Droit réel : permet à son titulaire de directement utiliser, jouir ou disposer d'une chose.
  - **Pas entre personnes.**
  - **Opposable** à tous (*erga omnes* : peut en exiger le respect.
  - Nombre *limité* par la loi (*numerus clausus*)
  - 2 sortes :
    - Principaux : **existence propre** et ont une **utilité**.
      - \* 3 prérogatives (utilisations) :
        - **Usus** : utiliser la chose.
        - **Fructus** : recueillir les fruits qu'elle produit (**naturel** (générés naturellement), **industriel** (générés par le travail : récolte d'un champ, civil (loyer), ...)).
        - **Abusus** : disposer librement de la chose (**juridique** (vente/échange, ...), **matériel** (détruire))  
! Seul l'abus permet de prélever les produits (revenus qui entament la substance de la chose (ex : minerai)).
      - Le droit de propriété est le seul à combiner les 3 prérogatives.
      - Autres droits réels principaux : usage, habitation, usufruit emphytéose, servitude et superficie.
      - Ils sont dit "**démembrés**", confèrent une ou deux des trois prérogatives.
    - Droits réels accessoire :
      - \* Pas d'existence propre.
      - \* Dépend toujours de la créance qu'ils garantissent.  
→ But : protéger le créancier de l'insolvabilité.
      - \* 2 droits :
        - (a) Gage (meubles, objets) : sert à garantir un "prêt".
        - (b) Hypothèque (immeuble)  
→ **Droit de préférence** du gagiste ou de la banque : donne la priorité en cas de vente.

### 4.1.3 Le droit intellectuel

Confère la maîtrise des créations intellectuelles à son titulaire.

## 4.2 Le patrimoine

- Définition : entité abstraite constituée de l'**ensemble** des **droits** et **obligations** patrimoniaux appartenant à une personne.
- Il s'agit d'une **universalité de droit**, c'est une abstraction.
- Possède un actif et un passif (dette et possessions).

- Fonction de garantie :
  - But : garantir l'exécution des obligations du débiteur par des saisies si insolvabilité.
- 5 caractéristiques du patrimoine :
  1. **Attribut de la personnalité** (attaché à une personne).
  2. **Indivisible** : impossible de fractionner ou additionner les patrimoines.
    - tempérament : patrimoine d'affectation (ex. : mariés), création d'une personne moral.
  3. **Inaliénable**
  4. **Disparition par confusion lors du décès de son titulaire**
    - Contenu transmis aux héritiers
    - 3 types d'héritiers :
      - \* Ayants cause universel : reçoit tout.
      - \* Ayants cause à titre universel : reçoit une partie.
      - \* Ayants cause à titre particulier : reçoit un ou plusieurs biens et droits déterminés par un testament.
  5. **Gage commun des créanciers** : possibilité de saisie en cas d'insolvabilité.

# 5 | Leçon 6 : Le contrat

## 5.1 La formation du contrat

### 5.1.1 Introduction

Contrat = substrat des relations sociales.

### 5.1.2 Notion de Contrat

- Définition : **accord de volonté** visant à produire des **effets juridiques** (créer, modifier, transmettre ou étendre des droits et obligations).
- Contrat : opération simple ou complexe (achat de journal ou de maison).
- Naissance du contrat : rencontre de **2 volontés** = contrat. Il peut y avoir des **discordes** entre les volontés : acheteur peut recourir aux **vices de consentements** pour l'annuler.
- **Règles supplétives** très importante (règle sauf si on décide autre chose).
- Contrat formé par une **offre** et une **acceptation**.
- Si les **éléments essentiels** ne sont pas évoqués (close/prix) il ne s'agit pas d'un contrat au sens **juridique**, mais d'une invitation à rentrer en **pourparlers**.

### 5.1.3 Typologie des contrats

1. Contrats **synallagmatiques** : les **2 parties** reçoivent des obligations (vente, bail).
2. Contrats **unilatéraux** : **une seule partie** reçoit des obligations (prêt, caution).
3. Contrats **consensuels** : formés par un échange de consentement (vente, mandat).
4. Contrats **réels** : formés par la remise d'une chose (prêt).
5. Contrats **solennels** : formés par l'accomplissement d'une forme bien définie (donation).
6. Contrats **nommés** : réglés par des dispositions juridiques (la vente).
7. Contrats **innomés** : pas réglés par des dispositions juridiques (leasing). Dépend de ce qui est mis dans le contrat.
8. Contrats conclus **intuitu personae** : Si la personne avec qui le contrat est passé est importante  
→ Conséquence : Exécution personnelle du débiteur.  
→ Conséquence : Mort, faillite ou incapacité entraîne la dissolution du contrat.
9. Contrats à titre **onéreux** : contrats en échange d'une contrepartie (vente).
10. Contrats à titre **gratuit** : contrats purement altruiste (don).
11. Contrats entre personnes privées, entre entreprises et de consommation :
  - si personnes → code civil
  - si entre entreprise → code civil et code de droit économique.
  - si contrat de consommation → code civil, code de droit économique et droit de la consommation.

### 5.1.4 Les principes

- Principes d'**autonomie de la volonté** (ce qu'on veut et avec qui on veut) → Moteur de créativité
  - Droit de **respecter l'ordre public** et les **lois impératives** (ex. : de trafic de drogue (nullité absolue) ou de bail à ferme (nullité relative)).
  - Le **contenu** du contrat parfois **imposé** par le législateur (ex. : assurance voiture).

- Lien entre **autonomie** et **conditions générales** :
  - \* Les conditions générales définissent le **contenu** du contrat et **règlent certains problèmes** (indemnités en cas de non paiement, etc.).
  - \* Pour qu'elles soient **opposables**, les conditions générales doivent avoir été **lues** et **acceptées** par le contractant (signature ou en ne réagissant pas (tacitement)).
- Il y a aussi des moyens de **protéger** le consommateur (**partie faible**) contre les causes abusives :
  - \* Clause qui crée un **déséquilibre** droit/obligations du consommateur et d'une entreprise (engagement irrévocable du consommateur ou réserver à l'entreprise le droit de modifier les caractéristiques du produit).
  - toute clause abusive est **interdite** et **nulle**.
- Principe du **consensualisme**
  - Demande juste le **consentement** des parties, sans besoin de forme.
    - Sauf pour les contrats **solennels** et **réels**.
  - formalisme de protection : **formalités** ou **mentions** obligatoires pour protéger le consommateur.
  - formalisme probatoire : le législateur impose certaines règles pour rendre le contrat valable en justice (le contrat est quand même valide).
- Principe de la **convention-loi**
  - Chaque partie **respecte ses engagements**.
  - Le contrat ne peut être modifié que d'**accord commun**.
    - Un juge ne peut pas modifier le contrat. *"Le contrat est la loi des parties."*
    - Tempérament : droit de rétraction.
- Principe de **bonne foi** et de l'**abus de droit**.
  - Bonne foi = respect de la correction et loyauté lors de la formation et exécution du contrat.
    - \* La loyauté impose de donner des informations (**complétives**).
    - \* Faire preuve de modération dans l'application des clauses contractuelles (**modératrice**).
  - Abus de droit = exercice d'un droit d'une manière qui **excède les limites** de l'exercice normal de ce droit pas une personne prudente.
    - \* Critères de l'interdiction de l'abus de droit :
      - Intention de **nuire**.
      - Sans intérêt ou de **façon disproportionnée** (exercice > dommage).
      - **Détournement** de la fonction légale initiale.
      - Liste non exhaustive (cas de la **"rechtsverwerking"** (ex. : réclamer des intérêts 5 ans plus tard).
- Principe de la **relativité du contrat**
  - Un contrat est personnel entre les contractants.
    - Exception 1 : **La stipulation pour autrui** : Les parties s'accordent pour faire naître à charge d'un **promettant**, un droit au profit d'une **tierce personne** (ex. : contrat d'assurance-vie).
    - Exception 2 : **L'action directe** : Hypothèse où un tiers peut se prévaloir d'une créance issue d'un contrat auquel il n'est **pas partie** (**origine légale**) (ex. : victime d'un accident de la route).

### 5.1.5 Formation dynamique du contrat

- Les **pourparlers** (négociation)
  - Tant que les parties sont en pourparlers, il n'y a pas de contrat.
  - 2 effets juridiques :

- \* Rupture **fautive** des pourparlers (faire croire qu'on va s'engager alors que non)  
→ **indemniser** la victime des frais de négociation.
- \* **Interprétation** du contrat (faire attention aux interprétations des documents échangés).
- Les **accord préalable** au contrat définitifs
  - L'**avant contrat** : contrat préparatoire (confidentialité)
  - **Lettres d'intention** : lettre manifestant la volonté de conclure (pas un contrat), sert à renforcer la bonne foi.
  - **Accords de principe** : prévoir un accord sur les points essentiels du contrat, le reste est encore à voir ultérieurement.  
→ Si pas d'accord au final, **règles supplétives**.

### 5.1.6 Les conditions de la validité du contrat (formation statique)

- Le consentement : les parties doivent avoir la volonté de s'engager en droit.  
→ Pas valable en cas d'**erreur** : croire que ce qui est faux est vrai (ex. : achat d'un tableau).
  - **Erreur-obstacle** : tellement grave que pas de consentement.
    1. Erreur de **nature** (*in negotio*) (vente/location).
    2. Erreur d'**objet** (*in corpore*) (pas l'objet qu'on pensait).
  - **Erreur sur la substance** : Erreur sur une qualité qui était importante
    - \* Doit pouvoir prouver que le cocontractant **connaissait la qualité**.
    - \* Doit pouvoir prouver que l'erreur est **excusable** (fait d'un homme raisonnable).  
→ Sanction : nullité relative.  
→ Sanction : dommage et intérêts.
- Pas valable en cas de **dol** :
  - Manœuvre **frauduleuse**.
  - Manœuvre **déterminante** du consentement.
  - Manœuvre doivent **émaner du cocontractant**.  
→ 2 remarques :
    - \* Erreur ne doit pas forcément être excusable.
    - \* Dol par silence = Dol.
  - Sanction : **dol principal** (pas déterminant, aurait quand même acheté).  
\* Réduction du prix par dommage et intérêts.
- Pas valable en cas de **violence** :
  - **Victime** = cocontractant ou proche.
  - **Auteur** = cocontractant ou tiers.
  - **Déterminante**.
  - **Nature** : réelle, physique ou morale et doit être suffisamment forte.
  - **Injuste ou illicite** : en dehors des autorités morales ou économiques.  
→ Sanction : violence déterminante
    - \* Nullité relative.
    - \* Dommage et intérêts.
  - Sanction : violence incidente
    - \* Dommage et intérêts.
- Pas valable en cas de **lésion** :
  - Consiste en un **déséquilibre** entre les prestations des parties existantes au moment de la conclusion.

- Que dans des cas particuliers.
  - \* Lésion **simple** :
    - Avec un mineur
    - De plus d'un quart en matière de partage.
    - De plus de 7/12 pour la vente d'un immeuble (protège le vendeur, pas l'acheteur).
  - Sanction :
    - Nullité absolue.
  - \* Lésion **qualifiée** : abus de faiblesse de l'âge, de l'inexpérience ou des passions de la victime.
    - Sanction :
      - Nullité relative.
- L'**objet** → L'objet doit être dans le commerce et passible.
  - Si la loi dit qu'une chose n'est **plus dans le commerce** (ex. : viande pourrie), elle ne peut pas faire l'objet d'un contrat.
  - Si la chose est **impossible à vendre** (ex. : la lune), elle ne peut pas faire l'objet d'un contrat.
- L'objet doit être déterminé ou déterminable.
  - **Déterminé** s'il y a assez de détails permettant de définir l'étendue des prestations des parties.
  - **Déterminable** si elle contient suffisamment d'**éléments objectifs** permettant de définir les prestations des parties (ex. : achat d'actions au prix à telle date).
  - Imprécisions de l'objet réglé par les **usages professionnels** et les **règles de l'art**.
  - Il est possible qu'un tiers ou une des parties détermine l'objet (ex. : avocat déterminant sa marche à suivre). Le juge peut en contrôler la **bonne foi** ou se baser sur les **règles applicables** à une profession pour contrôler cette décision.
  - Il est également possible d'insérer une **clause de modification unilatérale** du contrat. Cela permet à une partie de modifier le contrat en cours. Dans ce cas, il est bon d'accorder une **clause de résiliation**.
  - Les choses futures (ex. : récoltes de l'année prochaine) peuvent être l'objet d'un contrat si elles sont déterminées ou déterminables.
- La **cause** : Le pourquoi (raison de validité) du contrat.
  - Un contrat **dépourvu** de cause est considéré nul.
  - Si la cause est **illicite**, le contrat est nul.
  - Double acception de la cause.
    - \* Acception **objective** (cause = contrepartie du cocontractant).
    - \* Acception **subjective** (cause = mobiles déterminants).
- La **capacité** : Il faut être juridiquement capable de contracter.

### 5.1.7 Ordre public, bonnes mœurs et les lois impératives

- Ordre public : dispositions qui ont trait aux intérêts essentiels de l'état ou qui fixent les bases juridiques de l'**ordre économique** ou **moral** → Intérêt **général** (nullité absolue)
- Impérativité : dispositions qui ont trait aux **intérêts privés** → la **partie faible** (nullité relative).

## 5.2 L'exécution des obligations ainsi que quelques cas spéciaux

### 5.2.1 L'exécution

- Le **paiement** est un acte juridique unilatéral qui constitue l'exécution d'une **obligation**.
  - Paiement  $\neq$  un contrat (pas besoin d'accord).



- Le créancier ne **peut pas refuser** le paiement par un **tiers** ou par un **agent d'exécution** (à part pour les contrats intiutu personae)
- Le **bénéficiaire** doit être le **créancier** ou un **mandataire**. Ce mandataire doit être fait à une **personne capable** de le recevoir. Une **ratification** (signature) peut être faite en cas de paiement non valable (appropriation d'un acte étranger).
- Le paiement est **valable seulement si** il porte sur l'**objet initialement prévu**  
→ Paiement **partiel** n'est pas libératoire. → Les parties peuvent faire une **dation en paiement** pour modifier l'objet du paiement (sert à convenir que la **remise** d'une **chose différente** est **libératoire**).
- La **responsabilité contractuelle** : s'il y a **manquement** (ex. : pas de livraison, pas de loyer) → violation **convention-loi**.
  - Le créancier doit d'abord définir l'**étendue** des obligations du débiteur.
    - \* **Obligation de résultat** : responsable si **résultat** pas obtenu (sauf force majeure).
    - \* **Obligation du moyen** : responsable si le débiteur ne s'est pas **comporté** comme un homme normalement prudent et diligent.  
→ Le **juge** décide de l'**intensité** de l'obligation (dépend de la **complexité**) (ex. : appel vs opération).
  - On peut insérer au contrat une **clause d'exonération de responsabilité** pour limiter ou supprimer la responsabilité contractuelle du débiteur en cas d'inexécution.
    - \* Limite 1 : On ne peut s'exonérer de **son dol**.
    - \* Limite 2 : Interdiction de **vider l'obligation de son objet** (on doit quand même s'exécuter).
  - Événements perturbateurs (événements excusant le débiteur).
    - \* **Force majeure** : événement imprévisible et inévitable rendant l'exécution de l'obligation impossible.
      - **Définitive** : dissolution du contrat.
      - **Temporaire** : suspension jusqu'à la fin de la force majeure.
    - \* L'**imprévision** : événement imprévisible et non imputable au débiteur qui bouleverse l'**économie contractuelle** (rend plus difficile).
      - Conséquence : révision.
      - Statut incertain (pas reconnu par tous).

## 5.2.2 L'inexécution

1. **Mise en demeure** : dernière sommation obligatoire avant des poursuites judiciaires.
  - Cas où elle n'est pas requise.
    - Contrat le **prévoit**.
    - Quand c'est **inutile** (ex. : date passée).
    - **Débiteur** a fait savoir qu'il **ne le ferait pas**.
  - **Pas de force** requise.
  - Aucune formule sacramentelle, ce qui est important c'est d'être clair et non équivoque.
  - La mise en demeure fait courir les **intérêts moratoires** (de retard = 8%/an).
  - Elle **déplace les risques** (énonce les responsabilités du fautif (ex. : cheval mort après achat)).
2. Réclamer l'**exécution en nature**
  - Demande au juge d'obliger le débiteur à exécuter la prestation convenue.
  - Garantir le respect par **voie d'astreinte** : somme ) payer par jour après la date déterminée dans son jugement.
3. **Domages et intérêts**

- À réclamer quand nature est **abusive** ou quand cela ne **suffit pas à réparer** le dommage.
  - Somme d'argent destinée à faire comme si le débiteur ne s'était pas mal exécuté.
  - Synonyme de "**engager la responsabilité contractuelle**".
  - 3 conditions :
    - **Faute** contractuelle.
    - Existence de **dommage**.
    - **Lien causal** entre la faute et le dommage.
- Pour éviter tout ça, on peut intégrer une **clause pénale** : mettre dans le contrat une somme d'argent à payer en cas d'inexécution.
- **Avantage** : pas de preuve du dommage à fournir.
  - **Limites** : fonction indemnitaire, interdiction des clauses excessives. Pas de fonction punitive.
4. **Résolution judiciaire** : anéantissement d'un contrat par le juge en raison d'une faute du débiteur.
- Conditions :
    - **Mise en demeure**.
    - Contrat **synallagmatique**.
    - Manquement **grave** → déterminé par le juge.
    - Intervention du **juge**.
  - Effets :
    - Dissolution rétroactive du contrat : on revient à la situation pré contractuelle.
    - Dommages et intérêts complémentaires à la résolution possible en plus.
5. **L'exception d'inexécution** (ENAC)
- Suspension de ses obligations tant que le cocontractant n'exécute pas les siennes. → Moyen de pression et de protection.
  - Conditions d'application :
    - (a) Contrat **synallagmatique**.
    - (b) Contrat **exigible** (pas de délai).
    - (c) Créance **certaine** mais pas **liquide**.
      - Certitude : la créance existe (pas contestée).
      - Liquidité : montant déterminé exactement.
    - (d) L'**excipiens** (celui qui soulève l'inexécution) est de **bonne foi**.
    - (e) Faute contractuelle de **gravité suffisante**.
  - Effets :
    - L'ENAC a un caractère **temporaire**.
    - Si devient définitive, peut se transformer en **résolution judiciaire** ou en **réduction prix**.

### 5.2.3 La prescription

- Notion de perte de **droite patrimonial** par écoulement du **temps**.
- Toute action personnelle est prescrite de **10 ans**.
- **Citer** son débiteur **en justice** réinitialise le délai.
- Si le débiteur signe une **reconnaissance de dettes**, réinitialise le délai.
- **Suspension** de la prescription : événement suspendant le cours de la prescription et lorsqu'il disparaît, la prescription recommence à courir (**minorité**).

## 5.2.4 Les contrats spéciaux

- La **vente** :
  - Contrat qui transfère la propriété d'un bien contre paiement.
  - Le transfert de propriété s'effectue au moment de l'échange des consentements, pas à la résolution des obligations.
  - Les obligations du vendeur :
    1. Le vendeur doit délivrer une chose conforme.
    2. Le vendeur doit garantir l'acheteur contre les vices cachés  
→ en cas de vice caché, il faut agir dans un bref délai.
    3. Le vendeur doit une garantie d'éviction à l'acheteur (garantir la pleine jouissance, pas de droit d'un tiers sur la chose).
  - Les obligations de l'acheteur :
    1. L'acheteur doit payer le prix convenu.
    2. Retirer la chose vendue et procéder à son examen attentif.
- Le contrat d'**entreprise** (prestation de service)
  - Contrat où un entrepreneur s'engage à effectuer un **travail intellectuel ou matériel** moyennant un prix.
  - Obligation de l'entrepreneur : exécuter la **prestation** et **remettre l'ouvrage** au maître d'ouvrage.
  - obligation du maître d'ouvrage : payer le **prix** et **collaborer**.
- Le **mandat** (accomplissement d'acte juridique)
  - Transfert de pouvoir d'accomplir en son nom des **actes juridiques**.  
→ élément central = la **représentation**.
  - Obligation du mandant
    - \* Payer des **honoraires** si convenu.
    - \* **Indemniser** le mandataire de ses frais.
  - Obligation du mandataire : **accomplir** la mission (responsable de ses fautes envers le mandant), **rendre compte** de sa mission, **justifier ses frais**.

# 6 | Leçon 7 : La responsabilité extracontractuelle

## 6.1 Généralités

Toute personne doit **répondre des fautes** qu'elle a commise.

- **Civil** (contractuelle et extracontractuelle)
- **Pénal** (protège l'ordre public)  
→ Relation : faute pénale peut occasionner des **dommages à un tiers**.

## 6.2 Responsabilité extracontractuelle

- Personne physique ou morale cause des **dommages à un tiers** par sa faute.
- Objectif : **Indemnisation du dommage**.
- Il existe aussi des dommages sans fautes/responsabilités = **fait générateur**.

## 6.3 Cumul des responsabilités (contractuelles et extracontractuelles)

- Il est possible d'agir de façon extracontractuelle contre un cocontractant à certaines **conditions**. On peut faire ça pour **contourner** une clause d'**exonération de responsabilité**.
  - Conditions : doit pouvoir prouver que le cocontractant a fait un **manquement** à une obligation générale de **prudence** et que le dommage est outre que celui résultant de la **mauvaise exécution du contrat**.
  - Exception : toujours permis en cas d'infraction pénale.

## 6.4 Éléments constitutifs

- Faute
- Dommage
- Lien causal

### 6.4.1 Faute

- Violation d'une **norme de conduite**.
  - **Disposition légale** sur un comportement.
  - Violation d'un comportement qu'aurait adopté quelqu'un de **prudent et diligent** (appréciation abstraite du **bon père de famille**).
- Une **faute légère** suffit pour engager la responsabilité extracontractuelle.
- Pas de distinction entre volontaire et involontaire.
- Imputabilité ou comportement libre et conscient :
  - **Discernement** est-il capable de comprendre les conséquences dommageables (prends en compte les qualités personnelles) ?
    - \* Enfants en bas âge
    - \* Troubles mentaux
    - \* Perte passagère des facultés mentale
  - Cause de **justification** : circonstances externes (plus de libre arbitre (légitime défense, état de nécessité)).

## 6.4.2 Dommage

- **Perte** d'un avantage quelconque, ou lésion matérielle ou immatérielle.

Exemples :

- **Corporel**
  - **Matériel**
  - **Morale**
  - **Économique**
- 3 caractères du dommage réparable :
    1. **Certain** (pas hypothétique ou éventuel)
    2. **Légitime** (pas illicite)
    3. **Personnel** (victime reçoit le dommage)

## 6.4.3 Lien Causal

- Lien **faute/dommage**.
- Équivalence des conditions : la faute est a condition du dommage.
- Preuve revient à la victime.
- On retient toutes les fautes causales.
- Si la **victime** cause en partie le dommage, sa faute est retenue.

## 6.5 Les conséquences de la responsabilité

- Principes de base : **indemniser** la victime.
  - L'**évolution du dommage** se fait de manière concrète. On prend en compte les **qualités personnelles** de la victime.
  - **Réparation intégrale** : réparation de tout le dommage causé pour remplacer la victime dans la situation **pré-faute**. La réparation ne peut cependant **pas enrichir la victime**.
- Deux sortes de réparations :
  - Réparation en **nature** (au sens propre, de manière non pécuniaire)
  - Réparation par **équivalent** (si nature abusive, réparation, par dommage et intérêts)

### 6.5.1 Le cas de la pluralité des fautes

- Condamnation **in solidum**.
- Deux stades :
  - **Obligation à la dette (auteur-victime)**
    - \* **Droit d'élection** de la victime : droit de réclamer la réparation intégrale à chaque auteur → **garantie**.
    - \* Mais elle ne peut **pas obtenir plus** que son dommage.
  - **Contribution à la dette (auteur-auteur)**
    - \* Action contre le coauteur pour qu'il **rembourse sa part**.
    - \* **Calcul** de sa part :  $\frac{\text{dommage}}{\text{nombre de fautifs}}$ .

## 6.6 Hypothèses particulières de responsabilité extracontractuelle

### 6.6.1 Régimes particuliers

- **Pères et mères** responsables **enfants mineurs**
  - Parents doivent surveiller et éduquer leurs enfants
  - Parents payent pour leurs enfants qui sont rarement solvables.
  - Conditions :
    - \* **Mineurs** au moment de la faute.
    - \* **Parents légaux** (biologiques ou adoptifs).
    - \* **Faute** ou **Acte objectivement illicite** de l'enfant.
      - Faute : évaluation de la capacité de discernement de l'enfant → Peut mener à ce que la responsabilité personnelle de l'enfant soit également engagée.
      - Acte objectivement illicite : pas de capacité de discernement, mais aurait été une faute si commise par un adulte.
    - \* **Dommage** et **lien causal**.
  - Conséquences :
    - \* Double **présomption de faute** des parents (d'**éducation** et de **surveillance**).
    - \* Le fait que ce ne soit qu'une présomption permet le caractère **réfragable** si les parents démontrent l'absence de faute (surveillance, âge, parcours de vies).
- **Maitres et commettants** (employeurs) responsables **domestiques et préposés**
  - Fondement un peu **flou** mais basé sur un **aspect économique** (se faire de l'argent sur le dos de ses employés) et **pragmatique** (employeur plus solvable).
  - Conditions :
    - \* Lien de **subordination** (ex : contrat de travail)
    - \* Faute du **préposé**, un **dommage** et **lien de causalité**.
    - \* Faute commise dans le **cadre des fonctions**.
  - Conséquences :
    - \* **Pas de présomption** de faute.
    - \* **Irréfragable**.
  - Le travailleur n'est responsable que de **son dol** ou de sa **faute lourde**, faute légère, si **habituelle**.
- **Instituteurs et artisans** responsable **élèves et apprentis**
  - Fondement : doivent être **surveillés**.
  - Conditions :
    - \* **Artisan** et **apprentis**.
    - \* **Instituteur** et **élève** (transmission de savoir ou d'éducation).
    - \* une faute d'**élève**.
    - \* **Pendant** le temps de la surveillance.
    - \* **Dommage** et **lien causal**.
  - Conséquence :
    - \* **Présomption de faute** de surveillance..
    - \* **Réfragable**.
    - \* Enseignants bénéficient de l'**immunité personnelle** de responsabilité civile si **employés ou statutaire**.

- \* Possibilité de **cumul des responsabilités**.

→ Attention, les parents, instituteurs et artisans peuvent **se retirer** la responsabilité s'ils prouvent qu'ils **n'ont pu empêcher le fait** ≠ les commettants).

### 6.6.2 Responsabilité du gardien d'une chose

- On est responsable du dommage que l'on cause, mais aussi celui des **choses que l'on a sous la garde**.
- Conditions :
  - Un **gardien** de la chose :
    - \* Celui qui **use, jouit** et **conserve** la chose.
    - \* Notion de fait qui **dépend des circonstances** (propriétaire pas toujours le gardien).
  - Un **vice** de la chose :
    - \* Caractéristique **anormale** qui risque de causer un dommage.
    - \* Remarque :
      - Comparaison avec un **modèle de référence**.
      - Caractère du vice : **pas forcément permanent** ni forcément **connu du gardien** et peut résulter de l'**adjonction d'une chose** à une autre.
- Conséquences :
  - Responsabilité **irréfragable**.

### 6.6.3 Responsabilité du fait des animaux

- Fondement : responsable de ses animaux.
  - Moral : animal = risque
  - Pragmatique : animal n'a pas la personnalité juridique.
- Condition
  - Animal.
  - Un fait qui cause un dommage.
  - Gardien : maîtrise, direction, et contrôle (pas toujours propriétaire).
- Conséquences :
  - Responsabilité **irréfragable**.

# 7 | Leçon 12 : Fédéralisme belge

## 7.1 Perspective historique

- État fédérale : d'autres centres de pouvoir
  - 3 communautés :
    - \* Flamande
    - \* Française
    - \* Germanophone
  - 3 régions :
    - \* Bruxelles-Capitale
    - \* Wallonie
    - \* Flandre

### 7.1.1 Évolution des Institutions

- Constitution du 7/02/1831:
  - État belge (**unitaire**) : un seul centre de pouvoir.
- 1<sup>ère</sup> réforme 1970 :
  - Passage au **fédéralisme** (création des **communautés culturelles**)
- 2<sup>e</sup> réforme 1980 :
  - Approfondissement de 1970 : passage aux **Communautés**.
  - Création des **régions Wallone** et **Flammande**.
- 3<sup>e</sup> réforme 1988-89 :
  - Création de **Bruxelles-Capitale**.
  - Transfert de **compétences d'enseignement** aux communautés.
- 4<sup>e</sup> réforme 1993 :
  - Achèvement
  - Article 1<sup>er</sup> de la **Constitution** : Belgique = état fédéral.
- 5<sup>e</sup> réforme 2000-2001
  - **Transfert de compétences** aux communautés et régions (lois communales et provinciales).
  - Modifications des institutions Bruxelloises pour **protéger les néerlandophones**.
- 6<sup>e</sup> réforme 2011-14
  - Saga BHV "**Bx-Halle-Vilvorde**" : réforme arrondissement électoral et judiciaire de BHV.
  - **Transfert de compétences** aux communautés et aux régions.
  - Nouvelle **loi de financement** : 20 milliards d'euros aux entités fédérées.
  - Réforme du Sénat et de la chambre : **Chambre > Sénat**.



## 7.2 Le paysage institutionnel belge

- 5 remarques :
  1. Terminologie
    - État : **lois**
    - Communautés et Régions (Wallonie et Flandre) : **décrets**
    - Région Bruxelles-Capitale et COCOM : **ordonnances**
  2. Chaque entité est entièrement **compétente dans ses matières**
    - Régions : compétences du territoire
    - Communautés : compétences liées aux personnes
  3. Existence de **4 régions linguistiques** (simple délimitations territoriales)
    - Française
    - Néerlandaise
    - Bilingue (Bx)
    - Allemande
  4. Chaque entité = exerce sur son territoire
    - Régions : territoires
    - Communautés :
      - \* française :
        - Région de langue française
        - Bx
      - \* flamande :
        - Région de langue néerlandaise
        - Bx
      - \* germanophone :
        - Région de langue allemande
  5. Asymétrie du fédéralisme
    - **Fusion** communauté et région flamande
    - Pas en Wallonie
    - **Transfert des compétences** possibles :
      - \* Communauté française → Région wallonne et COCOF
      - \* Région wallonne → Communauté germanophone

## 7.3 Autorité fédérale

### 7.3.1 Compétences

- Compétences **réservées**
- Compétences non-transférées aux régions (compétences **résiduelles**
  - Un article qui dit l'inverse n'est pas encore en vigueur
- Compétence pour **réviser la constitution**

## 7.3.2 Organes

- Autorité fédérale a 3 branches :
  - **Chambre**
  - **Sénat**
  - **Roi**
    - Exercice collectif
- Compétences Chambre vs Sénat
  1. Procédure **bicamérale** : Chambre et Sénat sur un pied d'égalité
    - Ce n'est plus vrai que pour quelques articles : Constitution, lois de réformes institutionnelles, financement partis et contrôle des dépenses électorales.
  2. Procédure **monocamérale partielle** :
    - Chambre légifère **mais** droit d'évocation du Sénat (peuvent participer au débat)
  3. Procédure **monocamérale totale** :
    - Chambre légifère **sans** droit d'évocation du Sénat
    - Majorité du processus législatif

## 7.3.3 Composition

- Chambre : **150** députés élus
- Sénat : **60** sénateurs
  - 2 groupes linguistiques désignés par les communautés et régions.

## 7.3.4 Le gouvernement fédéral

- **15 ministres** (parité sauf **Premier ministre**)
- Mixte
- Le **Roi** signe un arrêté royal, doit être **resigné** par un ministre qui sera responsable → ministres = seuls **responsables** politiques

## 7.4 Les communautés

### 7.4.1 Évolution

- Création en 1970 (**culturelles**)
- Nouvelles compétences en 1980 (**santé et aides aux personnes**)
- Acquisition de l'**enseignement** en 1989
- **Permission de transfert** de compétence à la région wallonne ou à la COCOF en 1993 (pas reconnue pour la communauté flamande)
- Compétence de **prestations familiales**

### 7.4.2 Compétences des communautés

- Articles **127 à 130** de la constitution
- Énumération :
  - **Culture**
  - **Enseignement**
  - **Matières liées aux personnes**
  - **L'emploi des langues**

- Recherche scientifique et relations internationales communautaire

### 7.4.3 La communauté française

- Le **parlement** de la communauté française :
  - Composé de **94** membres : **75** députés issus du parlement wallon et **19** issus du groupe français du **parlement de Bruxelles-Capitale**.
- Le **gouvernement** de la communauté française :
  - **8** ministres **maximum** élus par le parlement, doit être **mixte** et avoir **au moins 1 bruxellois**

### 7.4.4 La communauté flamande

- En Flandre, exerce **compétences régionales** et **communautaires** et seulement **communautaire** à Bruxelles.
- Parlement flamand :
  - **124** membres, **118** de région flamande et **6** de Bruxelles-Capitale
- Gouvernement :
  - **11** membres **maximum** élus par le **parlement**, doit être **mixte** et avoir **au moins 1 bruxellois**

### 7.4.5 La communauté germanophone

- Compétences **communautaires** et compétences **transférées** par la région wallonne (logements, énergie et aménagement du territoire, ...)
- Parlement :
  - Composé de **25** membres élus
- Gouvernement :
  - **5** membres **maximum** élus par le parlement.

## 7.5 Les régions

### 7.5.1 Évolution

- 1970 : Déclaration
- 1980 : Création des régions wallonne et flamande
- 1988 : Création de Bruxelles-Capitale
- 2000 : Transfert de compétences (provinces et communes, agriculture)
- 2011 : Transfert de compétences (emploi, mobilité, logement)

### 7.5.2 Compétences

- Environnement
- Urbanisme
- Politiques local
- Transport
- ...

### 7.5.3 La région wallone

- Compétences **régionales** en Wallonie sauf **les compétences** données à la **communauté germanophone** et les **compétences communautaires** transférées par la **communauté** dans la région de langue française
- La communauté a transféré:
  - Certaines **matières culturelles** (infrastructure sportives, formations)
  - Transports **scolaires**
  - La plupart des **matières personnalisables**
- Parlement wallon :
  - **75** députés élus
- Gouvernement :
  - **9** membres **maximum** élus par le parlement, doit être **mixte**

### 7.5.4 Région de Bruxelles-Capitale

- Compétences sur le **territoire de Bruxelles**
- **Mécanismes de coopération** avec autorité fédérale
- Parlement :
  - Composé de **89** membres élus (**72** francophones et **17** flamands)
  - **Élit** les membres du gouvernement
  - Élabore et adopte des **ordonnances**
    - \* loi = décret  $\simeq$  ordonnances
    - \* Chambre peut **annuler** des ordonnances
    - \* Cours et tribunaux peuvent **refuser d'appliquer** les ordonnances
- Gouvernement :
  - **5** membres élus par le parlement
    - \* **2** membres français
    - \* **2** membres flamands
    - \* **1** ministre président
  - **3** secrétaires d'État (sous-ministre)

## 7.6 Les commissions communautaire

### 7.6.1 Évolution

- 1971 : Création commissions réunies
  - Ce sont des pouvoirs organisateur (culturel et enseignement (sous tutelle))
- 1988-1989 : Création :
  - **Commissions communautaire française** ("COCOF")
  - **Commissions communautaire flamande** ("UGC")
  - **Commissions communautaire commune** ("COCOM")

### 7.6.2 La COCOF

- Compétences :
  - Compléter l'action de la communauté française
  - Pouvoir décretal exclusif : prendre des décrets dans les matières transférées par la communauté
- Assemblée (parlement) :
  - 72 membres du groupe linguistique français du parlement de Bruxelles
- Collège (gouvernement) :
  - 2 ministres francophones et secrétaires d'état du gouvernement de Bruxelles

### 7.6.3 L'UGC

- Compétences :
  - Pouvoir réglementaire : compléter l'action de la communauté flamande
- Assemblée :
  - 17 membres du parlement de Bruxelles
- Collège :
  - 2 ministres flamand et secrétaire d'état de Bruxelles

### 7.6.4 La COFOM

- Compétences :
  - Pouvoir ordonnantiel matières bipersonnalisables : institution bilingue ou n'appartenant à aucune communauté
  - Pouvoir ordonnantiel pour l'aide directe ou personnes : personnes physiques (allocations, naissances, adoptions, ...)
- Assemblées :
  - 89 membres du parlement
  - 4 ministres de Bruxelles.